

## Acte 26 des Gilets jaunes : le début de la vraie fin (mais à qui la faute ?)



Le mouvement des « Gilets jaunes » ne fait plus recette dans ses manifestations, pour des raisons d'ailleurs diverses, mais la demande d'un retour du politique en même temps que d'un meilleur contrôle de ce dernier par le peuple souverain demeure bien présente.

Avec Christophe  
Boutin

### Atlantico : Quel bilan peut-on d'abord tirer de cet Acte XXVI ?

**Christophe Boutin** : Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 18 600 personnes ont manifesté en France ce 11 mai, dont 1.200 à Paris, contre respectivement 18.900 participants et 1.460 la semaine dernière. Presque six mois après le début du mouvement des « Gilets jaunes », et alors que nous sommes à 15 jours des élections européennes, l'acte XXVI confirme donc la baisse du mouvement constatée la semaine dernière, car même si les chiffres sont sans doute inférieurs à la réalité (le « Nombre jaune » évoque lui 37.529 manifestants pour cet Acte XXVI), leur évolution dans le temps est par contre révélatrice. Une confirmation qui a eu lieu malgré une tentative pour délocaliser le mouvement, à la fois pour le sortir de l'impasse parisienne et tenter de retrouver quelque chose de la spontanéité des ronds-points des premiers jours.

Mais il ne s'agissait en fait pas tant de revenir aux ronds-points de la France périphérique – même ci, ça et là on a revu des ronds-points occupés -, que d'utiliser les capacités de mobilisation propres à certaines villes dans lesquelles la gauche et l'extrême gauche ont des forces importantes. Ce n'est donc pas un hasard si, par exemple, la ville de Nantes était spécifiquement concernée : on sait que les manifestations qui y ont lieu font régulièrement l'objet de débordements de la part des casseurs liés à l'extrême gauche, une réserve formée aux temps de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame des Landes. Toulouse représente une configuration semblable, héritage des « motivé-e-s » de ces dernières années, rassemblés dans la « lutte contre le fascisme ». Quant à Lyon, autre ville spécifiquement ciblée par les « Gilets jaunes » dans leurs annonces de la semaine, comme Marseille, elle dispose, de par sa taille, d'un potentiel poids de forces syndicales.

C'est d'ailleurs un élément intéressant d'explication des choix que cette « convergence des luttes » à laquelle le mouvement semble maintenant totalement acquis, et ce à la fois pour des raisons idéologiques – c'est l'importance prise en son sein par les éléments de la gauche et de l'extrême-gauche – mais aussi, plus prosaïquement, pour tenter de se trouver des alliés. Et c'est ainsi, par exemple, que les manifestations parisiennes de l'Acte XXVI proclamaient leur soutien aux enseignants, s'inscrivant dans le cadre d'une protestation engagée par les syndicats de ces derniers contre les récentes réformes du ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, tandis que les « Gilets jaunes » avaient aussi, dans la semaine, soutenu la mobilisation nationale des fonctionnaires. Autre élément politique, la volonté de certains « Gilets jaunes » d'aller troubler le meeting de Nathalie Loiseau, tête de liste LREM pour ces élections européennes, organisé à Strasbourg avec la présence du Premier ministre Édouard Philippe, pour lutter contre Emmanuel Macron, « président des riches ».

De manière très classique maintenant, les responsables de la sécurité publique ont en tout cas interdit les manifestations dans un

---

certain nombre de secteurs, toujours plus nombreux, à Paris comme dans les principales villes de province concernées par les appels à la mobilisation, mais aussi sur un certain nombre de ronds-points (cinq par exemple autour de la seule ville de Soissons), et remis des forces sur le terrain en appui aux services existants – à Nantes notamment. Effet du peu de mobilisation ou de ces mesures de sécurité, la journée aura été plutôt tranquille.

## **Quels sont ensuite les éléments d'explication que l'on peut donner à cette baisse de la mobilisation ?**

Des éléments pratiques d'abord, au premier rang desquels sans doute une sorte de lassitude générale. Une lassitude des « Gilets jaunes » originels, qui ne sont quasiment plus présents dans les manifestations, sauf pour ceux qui se sont ralliés – ou étaient dès l'origine favorables – aux « convergences » actuelles. Lassitude parce que cette France, pauvre, ne dispose pas des moyens nécessaires pour venir de manière régulière à Paris ; parce que ces travailleurs, attentifs au respect de la propriété, individuelle comme publique, ne cautionnent pas les violences qui ont eu lieu lors de certaines manifestations ; parce que ces citoyens ordinaires, parfois âgés, ont peur de se trouver blessés, mutilés à vie, ou à minima intoxiqués par les gaz pour avoir été simplement présents dans les cortèges.

Mais des éléments de fond sont ensuite à prendre en compte. Sinon nécessairement apolitiques, tentant au moins de dépasser des clivages qu'ils jugent dépassés, ils récusent la récupération opérée par la gauche et l'extrême gauche. Une récupération que souhaite d'ailleurs un gouvernement qui, d'une part, trouve avec la transformation en un mouvement purement social des interlocuteurs connus, les syndicats, qu'il peut amener à la table de négociation, et, d'autre part, utilise les auteurs de violences, partisans du « Grand soir », pour décrédibiliser le mouvement... et justifier sa répression.

On ressent ce flottement dans la pratique, car les diverses manifestations ou participations conjointes auxquelles nous assistons ces dernières semaines semblent organisées parfois de manière indépendante, en tout cas sans cohérence d'ensemble. On a l'impression que le mouvement tente – sans y parvenir - de répondre à l'affaiblissement de la mobilisation en se lançant dans une politique de soutien systématique à toute contestation au Gouvernement - ou surtout à la personne même du président de la République -, et ce d'où qu'elles viennent. Mais cela ne suffit pas à bâtir un projet et le temps n'est plus de cette mobilisation initiale qui avait créé à la fois une surprise, et qui démontrait la profondeur et l'ampleur des déceptions et des attentes des Français.

## **Mais justement, sur le fond, finalement, les éléments qui ressortent du Grand débat, les réformes prévues et annoncées par Emmanuel Macron, ne satisfont-elles pas les attentes des « Gilets jaunes » et n'expliquent-elles pas cette baisse de la mobilisation ?**

Il est permis d'en douter, et on peut en prendre quelques exemples. Le premier élément est que ce serait caricaturer le mouvement des « Gilets jaunes » tel qu'il est apparu en novembre 2018 que d'en faire uniquement un mouvement social, limité à la demande de baisse de quelques taxes ou même, plus globalement, à l'augmentation du pouvoir d'achat. Si, effectivement, le mouvement est né à propos d'une augmentation des taxes sur les carburants, et si, bien sûr, la question du pouvoir d'achat était importante pour des gens qui ne cessaient, malgré leur travail, d'en constater la baisse, on ne saurait pour autant dire que les revendications d'alors s'y résumaient. Il y avait par exemple tout un questionnement sur les priorités des dépenses publiques, comme aussi l'expression d'une insécurité identitaire auxquels on n'a pas répondu.

Le mouvement des « Gilets jaunes » exprimait aussi et surtout l'immense lassitude des Français face à leurs représentants. Lassitude devant les décisions prises par le pouvoir et dont ils estimaient qu'elles allaient à l'encontre de leurs intérêts, quand leur seule justification n'était parfois que l'invocation de la modernité (« On est au XXI<sup>e</sup> siècle !!! »). Mais lassitude aussi devant les non-décisions, le pouvoir politique se réfugiant bien souvent pour justifier sa passivité, soit devant les décisions d'institutions (l'Union européenne) ou de juges (la Cour européenne des droits de l'homme) qui s'imposeraient à lui de manière absolue, soit derrière une sorte de fatalisme – comme vient de le faire la Garde des Sceaux Nicole Belloubet au sujet des migrations. Le terrorisme ? Il va falloir « vivre avec ». L'insécurité ? Elle n'est qu'un sentiment. L'immigration ? Elle n'augmente pas.

Il est bien évident que les citoyens d'une démocratie ne peuvent se satisfaire d'avoir au pouvoir des élus censés les représenter et qui, soit, mènent des politiques qui vont à l'encontre de leur volonté, soit se contentent d'expliquer qu'ils ne peuvent rien faire. Dans un État démocratique, les politiques doivent pouvoir décider et leurs décisions doivent correspondre aux attentes de la majorité de leurs concitoyens. C'est là tout le sens des revendications des « Gilets jaunes » en terme de participation directe au pouvoir. Sauf pour certains en effet, ils ne demandaient pas la mise en place d'une démocratie directe systématique et permanente, mais simplement d'un moyen qui permette au peuple de reprendre la main de manière temporaire lorsque l'oligarchie oublie ses responsabilités. En sanctionnant, y compris avant la fin de leurs mandats, les élus qui les trompent ; en pouvant mettre à l'ordre du jour du pouvoir des questions que ce dernier se refuse à étudier ; et, éventuellement, en pouvant revenir sur certaines décisions prises en contradiction flagrante avec leurs intérêts et/ou leur volonté.

Or la réponse du progressisme macronien est de travestir cette demande et de la rendre à l'avenir moins audible, ajoutant simplement à la démocratie représentative des éléments d'une « démocratie participative » dont on sait qu'elle n'a aucun poids sur les décisions finales. Il s'agit ici, pour justifier sa politique, de créer des liens avec une « société civile » qui n'est pas, justement, la « société politique » des citoyens, mais bien souvent uniquement le miroir des lobbys et des minorités agissantes, et qui ne dispose donc pas d'une quelconque légitimité pour imposer ses choix au corps politique, dont elle n'est pas plus un mode d'expression que ne l'est un sondage.

C'est dire que, même si le mouvement des « Gilets jaunes » disparaît peu à peu au fil des semaines, ce qui l'a fait naître sera toujours présent, et ce malgré les réformes. On peut se demander s'il trouvera à s'exprimer lors des élections européennes, caractérisées on le sait depuis des années par la dénonciation d'une perte de cette souveraineté qui n'est que l'autre nom de ce pouvoir politique de décision que le mouvement souhaitait voir restauré. Ira-t-il vers les listes proposant un « Frexit », ou vers celles qui envisagent de modifier de l'intérieur le fonctionnement de l'Union ? La logique veut en tout cas qu'il se retrouve plus dans une approche eurosceptique qu'empporté par la « blitzkrieg » menée par Nathalie Loiseau - Jérôme Rodriguez a ainsi déclaré à Lyon souhaiter que la liste LREM ne soit pas première. Mais la déception ressentie devant l'évolution du mouvement peut tout autant grossir les rangs de l'abstentionnisme. Ce ne sera que partie remise.